



Applied Geoscience and Technology Division (SOPAC)
Division Géosciences et Technologies Appliquées (SOPAC)

Deuxième Conférence de la Division SOPAC Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 3-9 novembre 2012 (SOPAC-2)

POINT	INTITULÉ
3.	DIVISION SOPAC : PRINCIPALES ACTIVITÉS ET ENJEUX NOUVEAUX
3.2	Rapport 2011-2012 du Département eau et assainissement
3.2.1	Rapport de synthèse des activités du Département eau et assainissement

OBJET

Le présent document propose une synthèse de la mise en œuvre du programme de travail 2012 (octobre 2011-août 2012) du Département eau/assainissement.

CONTEXTE

1. Principes de l'action du Département eau/assainissement

Le travail du Département eau/assainissement de la Division SOPAC est guidé par deux grands principes : l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement est un droit humain fondamental reconnu par les Nations Unies (Résolution 64/292 de l'Assemblée générale, 28 juillet 2010), et la sécurité hydrique est indissociable de tous les autres objectifs de développement des États et Territoires insulaires océaniques et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'action du Département s'appuie aussi sur les principes reconnus à l'échelle internationale de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). La GIRE consiste dans la gestion efficace d'un réseau complexe de ressources naturelles et de systèmes humains dans toutes leurs dimensions interconnectées : de la montagne au récif et des collectivités locales au gouvernement.

Quelques temps forts de 2011/2012*

1. Projet de toilettes mobiles EcoSan
2. Renforcement des capacités en gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)
3. Développement des connaissances et partage régional – Projet GIRE Pacifique du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) – Résultats
4. Cadres nationaux de politique et de planification pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène – L'expérience de Nauru
5. Évaluation de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation à l'élévation du niveau de la mer, à Lifuka (Tonga)

* Description détaillée dans le rapport intégral (document SOPAC-2/3.2.2, en anglais uniquement)

Sur cette base, le Département eau/assainissement est en mesure d'aider les pays membres sur des dossiers divers et multiples : gouvernance de l'eau ; évaluation et gestion des ressources en eau ; services de l'eau efficaces et efficients ; collecte, gestion et analyse des données ; projets communautaires sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ; réduction de la pollution,

éducation et changement comportemental ; et préparation aux catastrophes, évaluation et intervention.

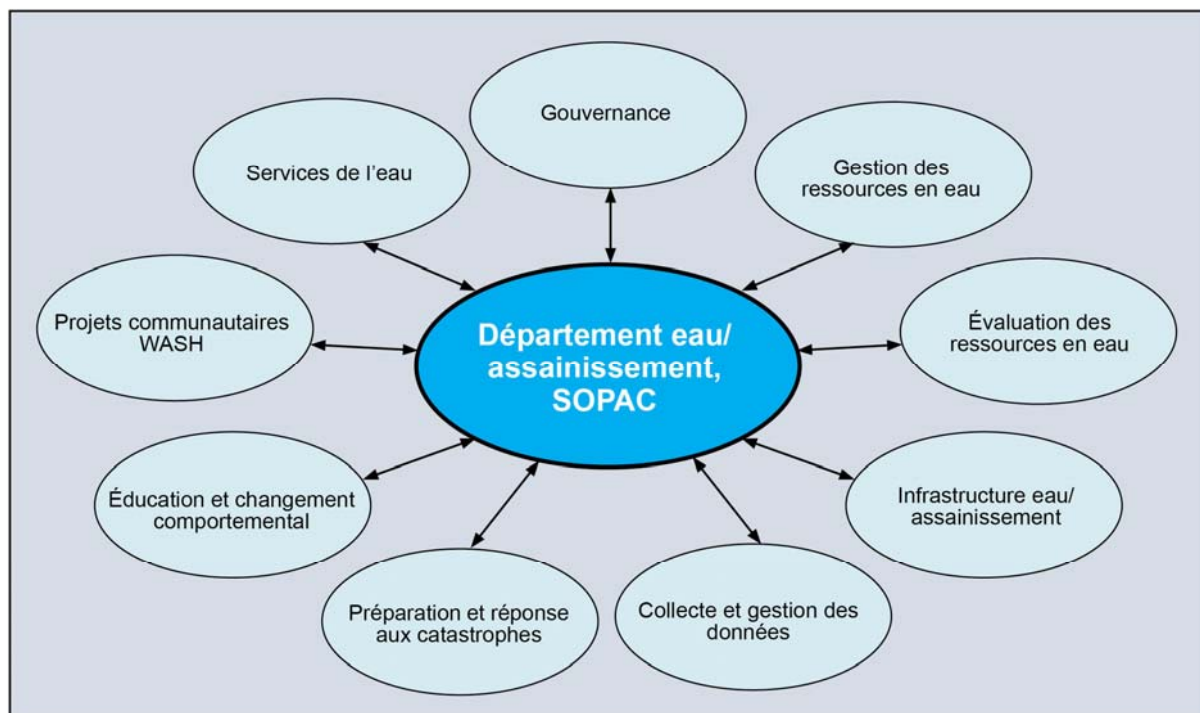


Figure 1 : Composantes de l'offre de services du Département eau/assainissement aux pays membres

2. Le Département eau/assainissement

Le plan stratégique de la Division SOPAC pour 2011-2015 retranscrit les principes et approches de travail susmentionnés et guide, par des orientations stratégiques, l'action que mène le Département eau/assainissement au service des États et Territoires insulaires océaniques. Ainsi, le Département conduit des activités de renforcement des capacités, de sensibilisation et de promotion dans les domaines suivants :

Gestion des ressources en eau

Le volet ressources en eau comprend le suivi, l'évaluation, la valorisation, la gestion et la protection des eaux pluviales, des eaux de surface et des eaux souterraines, en mettant particulièrement l'accent sur la gestion des ressources hydriques en cas de conditions climatiques extrêmes (tant en cas de pénurie d'eau, - sécheresse - qu'en cas d'excédent d'eau - inondations d'origine cyclonique). Ce volet inclut, par conséquent, l'adaptation au changement climatique appliquée aux ressources en eau.

Services de l'eau

Le volet services de l'eau concerne les services d'assainissement et d'approvisionnement en eau de boisson, y compris les questions relatives à la capacité de contrôle de la qualité de l'eau, l'introduction de plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau de boisson, l'amélioration de la gestion de la demande en eau et la promotion de la collecte des eaux pluviales. Pour ce qui est du sous-volet approvisionnement en eau, assainissement et hygiène (WASH en anglais), le Département fait la promotion de l'utilisation de techniques et d'approches adaptées à l'approvisionnement en eau domestique et à l'assainissement, grâce à des actions de sensibilisation et de promotion et à la démonstration des meilleures pratiques. Ce sous-volet

comprend aussi la prise en compte systématique de l'égalité hommes-femmes et de la participation communautaire dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la coordination des activités à travers la Coalition WASH Pacifique, et la participation à des interventions coordonnées en cas de catastrophes naturelles par le biais de l'Équipe de coordination de l'aide humanitaire dans le Pacifique.

Gouvernance de l'eau

Ce volet a trait à la gouvernance de l'eau et aux actions de sensibilisation et de promotion ; il rassemble un certain nombre de disciplines différentes qui, ensemble, contribuent à améliorer les régimes institutionnels de l'eau. Il s'agit notamment des politiques, des plans et des stratégies adoptés à l'échelon national, des instruments institutionnels (législation et renforcement institutionnel), des partenariats nationaux plurilatéraux de l'eau, de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et de la gestion au niveau du bassin versant, de la gouvernance de l'eau par les collectivités, des projets de sensibilisation et d'éducation et de la promotion de la participation des populations locales et de l'égalité des sexes. Ce volet gouvernance comprend aussi les activités régionales et internationales de promotion et de sensibilisation aux plus hauts niveaux ; ainsi, le Département appuie le travail du Partenariat océanique pour une gestion durable des ressources en eau, qui regroupe des interlocuteurs nationaux et des organismes d'aide extérieure travaillant dans la région.

Le **Projet de gestion durable intégrée des ressources en eau et des eaux usées dans les pays insulaires du Pacifique**, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), s'appuie sur plusieurs aspects des trois volets de travail du Département. La SOPAC met en œuvre ce projet pour le compte de deux Agents d'exécution, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), pour la période 2009-2013, l'objectif étant de faciliter la mise en place d'approches pratiques de la GIRE par bassin versant, via la mise en œuvre dans les pays de projets témoins centrés sur les pratiques de gestion des bassins versants, la gestion des eaux usées et l'assainissement, l'évaluation et la protection des ressources hydriques, l'utilisation rationnelle de l'eau et la sécurité sanitaire de l'eau. Le Projet est mené en étroite collaboration avec l'équipe du **Programme de planification de la gestion intégrée des ressources en eau dans le Pacifique**, financé pour une période de quatre ans et demi (2008-2012) par l'Union européenne, dans le but d'améliorer la gouvernance de l'eau via la planification de la GIRE dans 14 pays insulaires océaniques.

3. Organigramme du Département eau/assainissement

Le Département eau/assainissement est organisé en quatre équipes techniques (fonctionnelles), dirigées chacune par un Coordonnateur relevant du Directeur adjoint chargé du Département eau/assainissement, et est épaulé par une équipe d'appui administratif. Sous l'autorité du Directeur de la Division, le Directeur adjoint a pour responsabilité de conduire et de gérer avec efficacité son équipe et d'assurer un rôle plus large de coordination auprès des gestionnaires des ressources en eau et des prestataires de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En sa qualité d'animateur du Partenariat océanique pour une gestion durable des ressources en eau, le Directeur adjoint est aussi chargé d'établir et d'entretenir un éventail d'alliances stratégiques avec les partenaires du développement. Il offre par ailleurs un appui technique et stratégique ciblé, contribuant ainsi à la mise en œuvre efficace du plan stratégique de la Division SOPAC.

Les équipes fonctionnelles sont les suivantes :

- 1) Gestion des ressources en eau
- 2) Démonstration de la gestion intégrée des ressources en eau et des eaux usées
- 3) Services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement
- 4) Gouvernance de l'eau

L'organigramme actuel du Département est présenté ci-dessous.

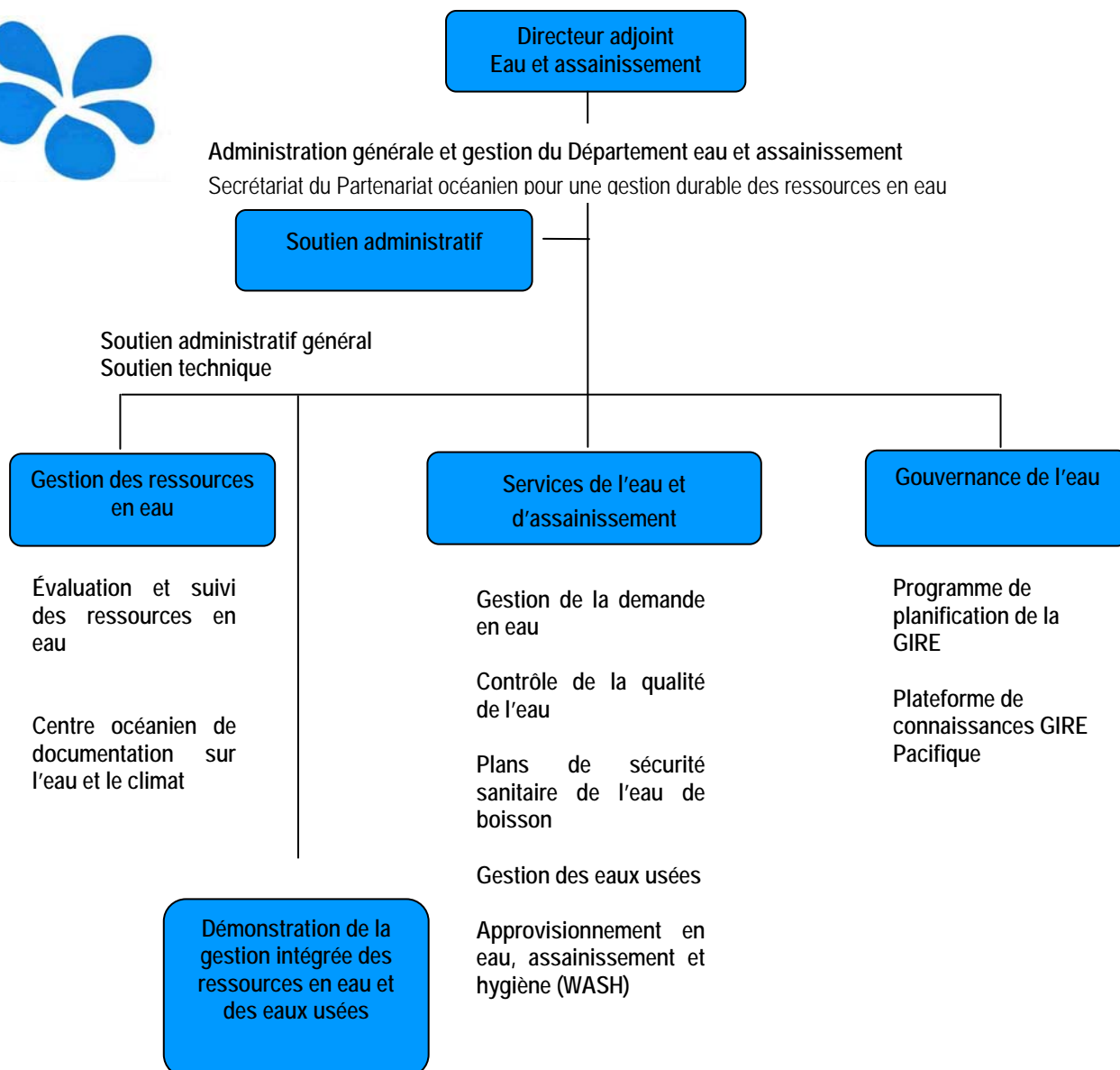


Figure 2 : Organigramme du Département eau/assainissement

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL – PRINCIPAUX PRODUITS PAR SECTEUR

1. Gestion des ressources en eau

En termes d'effectif, Peter Sinclair, Conseiller en évaluation et suivi des ressources en eau, assure toujours les fonctions de Conseiller technique principal au sein du Département et appuie en continu la surveillance et l'évaluation des ressources en eau, ainsi que la coordination de la mise en œuvre du programme de travail. Il est épaulé dans ses fonctions par Amit Singh, Technicien de la ressource en eau, recruté en août 2011. Cette petite équipe a assuré à un niveau restreint les prestations essentielles du Département au profit des pays membres et a joué un rôle pivot dans le démarrage et la mise en œuvre de plusieurs projets.

L'équipe gestion des ressources en eau a notamment assuré la mise en œuvre du projet Pacifique-HYCOS (Système d'observation du cycle hydrologique), audité, puis clôturé officiellement en décembre 2010. Si toutes les activités du projet sont achevées sur le plan technique, l'équipe continue de mettre à jour et d'enrichir la base de données régionales HYCOS

sur les ressources en eau à mesure que de nouvelles informations sont communiquées par les pays aux fins d'archivage.

Avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Catalogue régional des cours d'eau et la brochure sur les données hydrologiques qui l'accompagne ont été finalisés en mars 2012, puis diffusés aux pays et aux partenaires. Premier du genre dans le Pacifique, le Catalogue sera sans cesse amélioré, que ce soit sur le plan du contenu ou de la présentation.

En septembre 2011, Tuvalu a déclaré l'état d'urgence après qu'une sécheresse prolongée eut affecté ses services de distribution d'eau. À la demande du Gouvernement de Tuvalu, une évaluation de l'épisode de sécheresse a été effectuée afin d'appuyer l'élaboration d'un plan de gestion à court et long terme des sécheresses. Le rapport technique de l'évaluation, intitulé « Évaluation rapide de la sécheresse à Tuvalu, 13 octobre-8 novembre 2011 », a été achevé début 2012 et remis au Gouvernement de Tuvalu et aux partenaires.

Grâce à une enveloppe du Programme australien des sciences du changement climatique et de la planification de l'adaptation dans le Pacifique (PACCSAP), financé par l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), le Département conduit une évaluation de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation à l'élévation du niveau de la mer, à Lifuka (Tonga). Commencée en août 2011, cette évaluation est réalisée en partenariat avec le Département îles et océan et le Département développement humain de la CPS. À ce jour, la majorité des travaux de terrain proposés ont été menés à bien. En 2013, l'équipe chargée de l'évaluation établira les rapports nécessaires et mettra au point un éventail de solutions qui seront examinées avec les communautés de Lifuka.

Les évaluations des ressources en eau des îles périphériques de Kiribati ont débuté en août 2012, dans le cadre du Projet eau/assainissement dans les îles périphériques de Kiribati de l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), financé par le 10^e Fonds européen de développement. Les évaluations se poursuivront tout au long de l'année 2012, ainsi qu'en 2013, dans un maximum de 70 villages dans 16 îles de l'archipel des Gilbert. La première île visée était Marakei.

L'équipe évaluation des ressources en eau de la CPS est parvenue à obtenir un contrat avec la Facilité de l'Union européenne pour la recherche afin d'étudier l'impact de différents scénarios climatiques et d'abstraction sur les lentilles d'eau douce dans les atolls. Ce projet de recherche, d'une durée de trois ans et demi, commencera fin 2012.

En janvier et mars 2012, les Fidji ont connu d'importantes inondations dans le bassin de la Nadi et ses environs. Ces crues meurtrières ont signé l'arrêt pendant plusieurs mois de l'activité touristique du pays, pourtant destination très prisée des voyageurs. Au plus fort de cette catastrophe extrême, le Gouvernement des Fidji a fait appel au Département eau/assainissement pour évaluer les impacts des inondations et appuyer dans ses opérations. Une équipe a été envoyée dans la zone sinistrée afin d'accélérer les travaux en cours menés par l'équipe nationale d'intervention et l'équipe du projet témoin GIRE dans le bassin de la Nadi, financé par le FEM (Gestion intégrée des risques de crue dans le bassin fluvial de la Nadi). L'équipe du Département et ses interlocuteurs au sein des pouvoirs publics ont notamment évalué la hauteur de crue et la superficie inondée, et conduit une évaluation hydrologique des systèmes hydrographiques afin de comprendre les régimes d'écoulement et les conséquences de telles catastrophes. Ces informations ont été remises aux différents interlocuteurs publics et aux partenaires afin de les aider à établir un plan de gestion des risques de crue. En plus de cet appui technique, le Département a également contribué aux réseaux plus vastes activés pendant les inondations par différents partenaires, tels que l'Équipe de coordination de l'aide humanitaire dans le Pacifique et le groupe WASH, afin d'aider à la coordination et au cadrage des plans de soutien. Ces activités non programmées ont consommé une part importante du temps de travail de l'effectif et des ressources du Département ; ce dernier met actuellement la dernière main aux rapports techniques finals à présenter aux parties prenantes.

1.1 Soutien aux initiatives sur l'eau, l'assainissement et le climat dans le Pacifique

Le Département eau/assainissement fournit continuellement un appui technique et des ressources à ses partenaires internes et externes dans les domaines du changement climatique et de l'adaptation. Ce rôle ne cesse de prendre de l'ampleur dans son programme de travail annuel. Au cours de la période de référence, le Département a contribué aux activités suivantes sur le changement climatique :

- ❁ Planification de la réunion conjointe des responsables du secteur eau/assainissement lors de la quatrième session de la Plateforme océanienne pour la gestion des risques de catastrophe, organisée du 17 au 21 septembre, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). L'un des grands objectifs de la réunion conjointe était d'engager un dialogue et un exercice de planification autour de la gestion des risques de catastrophe, du changement climatique et de l'eau/assainissement, avec l'étude de points tels que les systèmes d'alerte précoce, les inondations, les sécheresses, etc. L'objectif était aussi de positionner le secteur sur la stratégie intégrée pour la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique pour l'après 2015.
- ❁ Le Département a obtenu un financement du Programme multi-pays de l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI), financée par l'AusAID, pour la mise en œuvre de projets à Tokelau (Renforcement de la capacité de gestion des ressources en eau douce à Tokelau pour une meilleure sécurité hydrique, 194 740 dollars australiens) et aux Tonga (Renforcement de la résilience climatique des communautés côtières de Vava'u (Tonga), par la gestion intégrée des eaux et du littoral, 750 000 dollars australiens). Les deux projets ont commencé en 2012 et se poursuivront en 2013.
- ❁ Le Département travaille depuis plusieurs mois aux côtés du Département îles et océan et de l'équipe économie des ressources au cadrage d'un projet pour Kiribati et les Îles Salomon qui doit être présenté au PACCSAP. L'objectif est d'étudier les différents aspects de la vulnérabilité pour concevoir des mesures d'adaptation à l'aide de l'économie des ressources et d'autres outils. Ces informations doivent appuyer la planification et la prise de décision.
- ❁ Tout au long de la période de référence, le Département a participé au cadrage de certains volets d'une proposition de projet, qui s'inscrit dans le cadre du Programme stratégique de protection contre les chocs climatiques pour le Pacifique (Programme pilote de protection contre les chocs climatiques relevant des Fonds d'investissement climatiques). La proposition a été approuvée dès le premier examen ; l'objectif est à présent d'intégrer plus efficacement à la prise de décision (dans les domaines de l'eau/assainissement, de la gestion des terres, de la gestion du littoral et des pêches) les savoirs locaux et régionaux sur le climat des pays océaniques contribuant à la résilience climatique et aux meilleures pratiques de gestion des risques. La recherche d'un financement pour finaliser la conception du projet est en cours.
- ❁ Lors de la session 2011 du CRGA, le Département a été informé du dispositif de soutien mis en place par le Programme d'aide néo-zélandais pour résoudre les problèmes de sécurité hydrique dans des situations particulières, telles que l'état d'urgence déclaré en 2011 par Tuvalu face à la grave pénurie d'eau qui a frappé le pays suite à une sécheresse prolongée. Le Département travaille depuis lors, en concertation avec les responsables du Programme d'aide néo-zélandais, sur une demande de financement pour un projet de renforcement de la sécurité hydrique dans les États insulaires vulnérables aux impacts de la variabilité climatique, qui vise à soutenir les autorités locales et les communautés insulaires les plus vulnérables et à travailler à leurs côtés pour renforcer les compétences, les systèmes et les infrastructures de base, de sorte à mieux anticiper, gérer et supporter les épisodes de sécheresse. La demande est à l'étude et les travaux préparatoires devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année ; l'objectif est de démarrer le projet, s'il est approuvé, début 2013.
- ❁ Le Projet CPS/GIZ « Faire face au changement climatique en Océanie » vise à renforcer les capacités des pays membres et des organisations régionales afin qu'ils puissent faire face aux impacts du changement climatique. Le Département a appuyé le travail de cadrage des programmes nationaux et des activités régionales. Des efforts ont également été engagés pour assurer au Département les ressources nécessaires pour coordonner ses contributions sectorielles au Projet et vice versa. Ces ressources sont réservées pour 2013.

- ❁ Le projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) dans les petits États insulaires du Pacifique, financé par l'UE, a pour finalité de promouvoir des approches et des stratégies de planification à long terme en matière d'adaptation au changement climatique, et d'accroître l'efficacité et la coordination de l'acheminement de l'aide climatique dans les pays et la région. Là où les pays ont choisi l'eau comme axe principal du projet, le Département a été invité, selon les besoins, à contribuer à l'élaboration des programmes de travail nationaux. Ce travail est susceptible de se poursuivre et même de s'intensifier en 2013, alors que les pays entameront la phase de mise en œuvre.
- ❁ Le travail interne de la CPS sur le changement climatique a aussi occupé une bonne place dans le programme de travail 2012 du Département, dont plusieurs agents ont participé à des réunions et activités de planification sur le dossier climatique qui visent à mettre au point une approche plus structurée et intégrée de l'action climatique. Les agents contribuent notamment à l'élaboration de divers outils et matrices de planification et devraient poursuivre cette collaboration en continu.
- ❁ Par ailleurs, la CPS a poursuivi sa collaboration avec les pays membres et le Programme régional océanique de l'environnement (PROE), notamment pour l'élaboration de politiques nationales dans le cadre du Projet d'adaptation aux changements climatiques du PROE, et elle participe à la rationalisation des interventions relatives aux risques climatiques et aux risques de catastrophe, via l'élaboration de plans d'action nationaux conjoints d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe. Ces plans, qui regroupent les actions nationales à mener face aux risques de catastrophe et au changement climatique, ont été introduits à ce jour dans six pays : les Tonga, les Îles Marshall, les Îles Cook, Niue, Tuvalu, et plus récemment Nauru.

Une grande partie du travail de la CPS et de sa Division SOPAC concerne directement le renforcement des capacités des pays insulaires océaniques, le but étant de leur donner les moyens d'évaluer les risques découlant de la variabilité climatique actuelle et du futur changement climatique et d'intervenir en conséquence. Le Département eau/assainissement, la Division SOPAC et la CPS dans son ensemble cherchent actuellement à définir de nouvelles modalités de travail pour participer plus efficacement aux autres activités menées dans les pays et dans la région en faveur de l'adaptation au changement climatique.

1.2 Démonstration de la gestion intégrée des ressources en eau et des eaux usées

Le Programme GIRE propose une approche intersectorielle à plusieurs niveaux de la gestion des ressources en eau, qui constitue par là même un point de convergence pour traiter d'autres dossiers étroitement liés, tels que la santé, la gestion des terres et des zones côtières et les effets du climat. Deux projets composent le Programme GIRE Pacifique : le Projet de gestion durable intégrée des ressources en eau et des eaux usées dans les pays insulaires du Pacifique, financé par le FEM (Projet GIRE Pacifique du FEM), et le Programme de planification nationale de la GIRE, financé par la Facilité ACP-UE pour l'eau, décrit dans la partie du rapport relatif à la gouvernance de l'eau.

Le Projet GIRE Pacifique du FEM est mis en œuvre par la Division SOPAC pour le compte de deux Agents d'exécution, le PNUD et le PNUF. Après une phase intensive de conception des sous-projets, pilotée par les pays, le financement du projet global a été approuvé par le FEM en avril 2008 à hauteur de 10,7 millions de dollars É.-U. d'aide directe et d'environ 83 millions de dollars É.-U. en cofinancement, pour la période 2009-2013. Le Projet se décline en quatre composantes :

- Première composante : projets nationaux témoins sur les pratiques de la GIRE et l'utilisation rationnelle de l'eau dans les pays océaniques ;
- Deuxième composante : élaboration d'un ensemble d'indicateurs sur la GIRE et les stress environnementaux à intégrer dans les systèmes de suivi-évaluation régionaux et nationaux ;

- Troisième composante : élaboration des politiques nationales de GIRE et des stratégies d'utilisation rationnelle de l'eau pour la mise en œuvre des approches du projet à l'échelon national ;
- Quatrième composante : renforcement des capacités régionales en GIRE et utilisation rationnelle de l'eau.

Le principal axe et l'intitulé des projets témoins nationaux sont indiqués ci-dessous.

GIRE : Principale intervention	Pays	Intitulé du projet témoin
1. Gestion du bassin versant	États fédérés de Micronésie	De la montagne au récif : Protéger la qualité de l'eau de la source à la mer aux États fédérés de Micronésie
	Palau	Restauration du bassin versant de Ngerikiil pour une eau de meilleure qualité
	Samoa	Restauration et gestion durable du bassin versant d'Apia
	Vanuatu	Gestion durable du bassin versant de Sarakata
2. Gestion des eaux usées et assainissement	Îles Marshall	Plan d'aménagement et de gestion intégrée de la lentille aquifère de Laura sur l'atoll de Majuro
	Nauru	Renforcement de la sécurité hydrique à Nauru par une meilleure gestion de l'eau et une diminution de la contamination des eaux souterraines
	Tuvalu	Gestion intégrée durable des eaux usées (EcoSan) à Tuvalu
3. Évaluation et protection de la ressource en eau	Îles Cook	Gestion intégrée de l'eau douce et du littoral à Rarotonga
	Fidji	Protection écologique et socioéconomique aux Fidji : gestion intégrée des risques de crue dans le bassin fluvial de la Nadi
	Niue	Modèle intégré d'aménagement des terres, d'adduction d'eau et de gestion des eaux usées pour la protection des eaux souterraines et des récifs côtiers du village d'Alofi
4. Utilisation rationnelle de l'eau et sécurité sanitaire	Îles Salomon	Gestion de l'adduction d'eau dans la ville d'Honiara et réduction de la pollution par l'application de méthodes de GIRE
	Tonga	Amélioration et gestion durable des nappes aquifères souterraines de Nieafu dans l'archipel de Vava'u

Initialement, l'Unité de coordination régionale du projet, hébergée par la SOPAC, devait accueillir cinq agents pendant trois ans, puis deux agents, dont le Directeur régional de projet, pendant les deux dernières années. Lors de sa troisième réunion, le Comité de coordination régional a donné son aval à l'utilisation du reliquat du PNUD pour financer jusqu'à la fin 2013 les postes de deux cadres, ce qui permet à l'Unité de fonctionner avec quatre agents jusqu'à la fin du Projet.

Le Projet GIRE Pacifique du FEM a fait l'objet d'une évaluation indépendante à mi-parcours. Les évaluateurs ont jugé le Projet « satisfaisant » et conclu que :

La surveillance de la gestion et de la supervision du Projet est assurée efficacement par le comité directeur régional du Projet, composé des correspondants nationaux pour la GIRE, des gestionnaires des projets témoins, des organismes de mise en œuvre et d'exécution, de l'Union européenne et de l'Unité de coordination régionale. Les parties prenantes interrogées pour cet exercice ont largement salué l'Unité de coordination régionale et l'importante assistance directe qu'elle a apportée aux pays pour les activités axées sur la GIRE et l'utilisation rationnelle de l'eau.

Réalisations du projet : Après examen des quatre composantes du projet, les évaluateurs ont noté des progrès significatifs et jugé les quatre composantes conformes aux objectifs. Ils ont évalué positivement les projets témoins des pays, notant les progrès accomplis et les efforts considérables déployés pour assurer tout au long du projet une forte participation des parties prenantes.

Participation des parties prenantes et prise en compte du genre : Les évaluateurs ont salué la dimension participative et la prise en compte du genre dans les projets témoins nationaux,

éléments qui ressortent du travail des comités directeurs des projets témoins et de la mise en œuvre à l'échelon communautaire. Ces efforts et procédures méritent d'être connus mondialement et d'être diffusés aux différentes parties associées au programme Eaux internationales du FEM.

Suivi-évaluation : Les évaluateurs ont jugé le Projet conforme aux exigences de suivi-évaluation du FEM, notant les efforts engagés par l'Unité de coordination régionale pour soutenir le suivi-évaluation participatif des projets témoins nationaux.

Reproductibilité et pérennité : Les évaluateurs ont noté que plusieurs éléments portent à croire que les autorités nationales appuieront l'extension de certains aspects des projets et que les communautés sont désireuses de répliquer les activités du projet. Si l'on veut pérenniser les retombées du projet après sa clôture, les pays devront maintenir en place les comités locaux formés pour la supervision et la gestion des projets et appuyer leur fonctionnement.

Les évaluateurs ont recommandé que l'Unité de coordination régionale soit maintenue pour une durée supplémentaire de six mois de sorte à garantir la fixation des acquis et des enseignements tirés des projets, reconnaissant toutefois que cette recommandation n'avait de sens que si les agents actuels de l'Unité restaient en poste. En conséquence, les évaluateurs ont également préconisé que soient envisagées des mesures d'incitation pour garder en poste les membres de l'Unité jusqu'à la fin du projet. En particulier, ils préconisent une prime de clôture du projet. Quatre agents sont actuellement en contrat pour ce projet.

Intitulé du poste	Nom	Nationalité	Date de nomination
Directeur régional de projet	Marc Wilson	Australie	5/01/2009
Ingénieur-conseil spécialiste de l'environnement	David Duncan	Australie	13/07/2009
Conseiller régional (indicateurs)	Christopher Paterson	Australie	30/11/2009
Chargée principale de l'administration et des voyages	Verenaisi Bakani	Fidji	18/05/2009

Les points ci-dessous offrent un très bref aperçu des réalisations du projet dans les pays.

Palau

Politique nationale de l'eau et mécanisme national de coordination avalisés par le Président de la République de Palau, M. Johnson Toribiong. Sur le plan de la protection et de la restauration du bassin versant de Ngerikiil, augmentation de la superficie des zones revégétalisées, création de zones tampon, atténuation des sources de pollution et levier de financement pour la conservation permanente du bassin versant.

Fidji

Mise en place d'un système intégré d'alerte précoce et de quatorze comités communautaires de gestion des catastrophes. Soixante hectares revégétalisés avec des essences fruitières et alimentaires (cocotier et arbre à pain). Étude de détection et de télémétrie par ondes lumineuses des bassins de la Nadi et de Ba réalisée pour obtenir les données topographiques nécessaires à une modélisation des inondations.

États fédérés de Micronésie

Approbation du premier cadre stratégique national pour l'eau et l'assainissement des États fédérés de Micronésie dans une résolution conjointe du Président et des Gouverneurs d'État. Groupe de travail national sur l'eau, où sont représentés tous les États, créé et opérationnel. Bande riveraine du principal plan d'eau du bassin versant de la Nett protégé et revégétalisé.

Nauru

Organisme central intersectoriel où sont largement représentés les organisations de la société civile, les acteurs commerciaux, les communautés et les pouvoirs publics, constitué et appuyé par les réunions des dirigeants des divisions administratives. Accès à un système

d'assainissement écologique amélioré dans quarante lieux d'habitation et plusieurs écoles. Dans ce contexte, mise à l'essai de toilettes sèches. Politique nationale de l'eau/assainissement mise en place et dotée de crédits budgétaires. Démonstration des solutions de GIRE et d'amélioration des systèmes d'eau/assainissement pendant tout le projet.

Îles Marshall

Groupe de travail national sur la GIRE, qui fait office d'organisme central pour la coordination et la planification des investissements et actions dans le secteur de l'eau/assainissement, constitué et opérationnel. Engagement des communautés sur les dossiers eau/assainissement aux côtés du gouvernement national renforcé grâce à la mise en place et au fonctionnement du comité pour la lentille d'eau douce de Laura. Réduction du stress subi par la lentille aquifère de Laura grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme d'assainissement des fosses septiques, à un projet pilote EcoSan et au remplacement des systèmes avec chasse d'eau pour l'évacuation du lisier de porc par des systèmes à litière sèche.

Samoa

Terres obtenues de la parcellisation des terres catholiques pour la protection des ressources en eau. Adhésion du gouvernement à une proposition de classer des parcelles subdivisées, estimées à 50 millions de tala, en parcelles prioritaires pour la protection des ressources en eau. Plans de gestion du bassin versant élaborés pour trois des quatre bassins élémentaires du bassin hydrographique d'Apia. Parmi leurs principales fonctions, ces plans délimitent les zones tampons et les réserves naturelles. Le projet a également permis de donner une définition légale aux zones tampons, à savoir une zone de 20 mètres s'étendant à partir de la rive ou du haut d'une pente raide où s'écoule un cours d'eau. Politique élaborée pour réserver les terres d'altitude aux fins de la conservation des ressources en eau. On encourage l'aménagement des sols jusqu'à 300 mètres au-dessus du niveau de la mer ; les terres situées entre 300 et 600 mètres d'altitude sont classées zones protégées où l'aménagement est soumis à condition ; et les terres à partir de 600 mètres d'altitude sont classées zones inconstructibles.

Tonga

Installation de 10 systèmes de traitement secondaire domestiques. Évaluation des fuites du système d'adduction d'eau de Neiafu, avec un diagnostic de 70 % de pertes. Évaluation du rendement durable de l'aquifère de Neiafu.

Niue

Promulgation de la loi sur l'eau de Niue, qui fournit un cadre juridique pour l'allocation de l'eau et la protection et la gestion des ressources en eau. Mise en œuvre du plan national et des plans communaux de sécurité sanitaire des eaux de consommation, dont l'objectif est d'assurer un approvisionnement en eau potable dans tous les centres urbains de Niue. Travaux de terrain visant à renforcer la sécurité hydrique et à réduire les pertes en eau par un diagnostic des fuites et une augmentation du stockage de l'eau (multiplication par deux).

Îles Salomon

Progrès dans l'utilisation rationnelle de l'eau et la gestion de la demande au niveau du système d'approvisionnement d'Honiara, grâce à une collaboration entre l'équipe GIRE et le service de l'eau (SIWA) pour appliquer une politique d'utilisation rationnelle et de gestion de la demande dans l'une des zones à plus forte déperdition d'Honiara, à savoir les zones résidentielles 1-4 de Mbokonavera. Deux évaluations nocturnes de la réponse aux échelons de débit ont confirmé des fuites très importantes dans les conduites principales et les conduites de branchement dans les zones évaluées. Dans trois des huit zones isolées à l'aide de vannes, des déperditions de plus de 100 litres par minute ont été constatées.

Tuvalu

Objectif du projet atteint pour la construction de 40 toilettes sèches (voir document SOPAC-2/3.2.2 pour plus de détails sur cette réalisation). Les communautés, le gouvernement et les politiques du pays se sont mobilisés pour cette opération. Les toilettes sèches sont aujourd'hui

considérées comme le système d'assainissement à privilégier. Conception et reproduction réussies du projet dans quatre pays ; solution adaptée pour les petits États insulaires en développement, si l'on utilise les savoir-faire locaux pour adapter les technologies internationales existantes. Concept de GIRE intégré dans une politique nationale et un ensemble d'indicateurs nationaux.

❁ Vanuatu

Établissement d'une carte de l'aléa inondation dans le bassin de la Sarakata, qui doit étayer le plan de gestion des risques d'inondation du bassin de la Sarakata. Tournant dans la coopération avec les parties prenantes, avec la signature par les directeurs des institutions et des ONG concernées d'un protocole d'entente définissant les choix prioritaires et la coordination des actions de collaboration en faveur de la mise en valeur et de la gestion durables du bassin de la Sarakata. Projet pilote de toilettes sèches à Pepsi et à Solway, où les nappes d'eau sont très peu profondes. Acquisition par le gouvernement de 62,5 hectares de terres et zone de protection établie, étendue à 1 000 hectares de terres d'altitude du bassin, cartographiées aux fins de conservation et de protection.

Composante régionale du Projet

- ❁ « *Des collectivités locales au gouvernement* », tel est le slogan du Projet GIRE Pacifique. Le Secrétariat du FEM a fait paraître un livret éponyme à l'occasion du Forum mondial de l'eau, dans lequel il décrit certains des projets témoins nationaux.
- ❁ Le programme de suivi vidéo des projets témoins, axé sur le renforcement des capacités et la sensibilisation, a été reconduit à chaque réunion du comité directeur régional, ce qui a permis la réalisation et l'édition de plusieurs documentaires sur les projets témoins, dont :
 - Documentaire régional « La GIRE dans la tradition océanienne », présenté à l'occasion de la sixième Conférence sur les eaux internationales du FEM.
 - Nauru : « Résultats de la GIRE dans un petit État insulaire en développement, Nauru ».
 - Tonga : « Préserver l'eau pour préserver la vie ».
 - Îles Cook : « Protéger le lagon de Muri ».
 - Tuvalu : « Falevatie : les toilettes du futur ».
- ❁ Dix des douze gestionnaires de projet témoin, 4 des 5 adjoints administratifs et 10 des 13 correspondants nationaux pour la GIRE sont restés en poste tout au long de la troisième année de mise en œuvre, assurant une excellente continuité dans la gestion des projets. L'un des agents démissionnaires a reçu une bourse pour un master en GIRE.
- ❁ S'agissant du suivi des projets témoins et des rapports y afférents, le taux de conformité reste très élevé et les rapports trimestriels et annuels ont été avalisés par les comités directeurs des projets et soumis dans les délais impartis. Les auditeurs ont évalué le Projet en 2011 et ont émis un avis sans réserve.
- ❁ Les dépenses du Projet sont conformes aux objectifs fixés pour les échelons national et régional, soit 70 % à 3 ans et demi du cycle quinquennal du projet. Un ensemble complet d'indicateurs a été mis au point afin de permettre un suivi des projets témoins nationaux au regard de cibles nationales. Une synthèse régionale permet ensuite de brosser le tableau global des progrès accomplis dans la mise en œuvre et des réalisations du Projet. Si les dépenses doivent être directement liées aux activités menées, les réalisations sont quelque peu décalées dans le temps, en raison du laps de temps nécessaire pour que les activités portent leurs fruits. La synthèse des résultats obtenus (situation de la fin juin 2012) est présentée graphiquement ci-dessous.

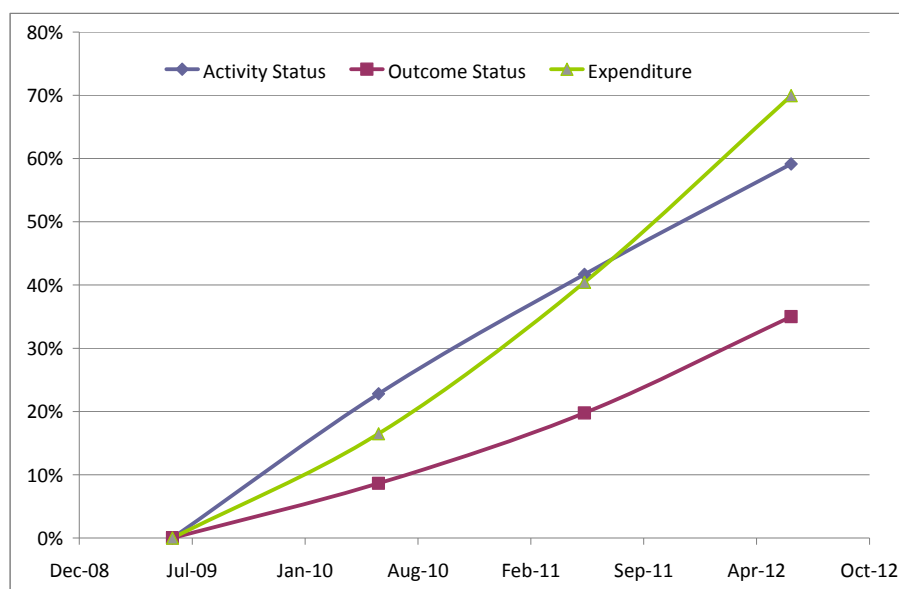


Figure 3 : Synthèse graphique des résultats du Projet GIRE Pacifique du FEM, à la fin juin 2012

Synthèse des résultats du Projet GIRE Pacifique du FEM : ressources (dépenses et activités) et réalisations (indicateurs pour les cibles du Projet)

- ❁ Les travaux de terrain avancent très bien. Un rapport détaillé des progrès réalisés peut être consulté sur la page Web du Projet : www.pacific-iwrm.org/results/. Ils sont également décrits sur le site Web du FEM : www.thegef.org/gef/IWRM_result_notes.
- ❁ Les échanges de connaissances entre le Projet de gestion intégrée des bassins hydrographiques et des zones côtières dans les Caraïbes (IWCAM) et le Projet GIRE Pacifique ont été encouragés dans le cadre des échanges Sud-Sud : l'Unité de coordination a participé à la réunion finale du comité directeur du projet IWCAM.
- ❁ Dans l'optique d'appuyer les approches sous-régionales, qui constitue l'un des objectifs du Projet depuis le départ, l'équipe du Projet a assisté au Sommet des hauts dirigeants de Micronésie et à la réunion du Groupe mélanésien fer de lance (GMFL) et a assuré le secrétariat des comités sous-régionaux eau/assainissement.
- ❁ Le Projet a permis la création de partenariats privilégiés (jumelage) entre les projets EcoSan de Tuvalu, des Tonga, de Nauru et des Îles Marshall.

2. Services de l'eau

Le volet services d'assainissement et d'approvisionnement en eau de boisson est assuré par le Département notamment par le biais d'activités de renforcement des capacités dans les domaines suivants : (i) contrôle de la qualité de l'eau ; (ii) élaboration de plans de sécurité sanitaire des eaux de consommation ; (iii) amélioration de la gestion de la demande en eau ; et (iv) promotion de l'utilisation de techniques et d'approches adaptées à l'approvisionnement en eau domestique et à l'assainissement, grâce à des actions de sensibilisation et de promotion et à la démonstration des meilleures pratiques. Ces activités font partie intégrante du soutien accordé aux pays membres pour l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement.

Le poste de Coordonnateur des services de l'eau est resté vacant pendant 7 mois (décembre 2011-juillet 2012) après le départ de Tasleem Hasan. Le nouveau Coordonnateur, Kamal Khatri, a été recruté en août 2012 et a depuis pris ses fonctions. Sans un chef d'équipe en place, seuls les services essentiels ont pu être maintenus. Le mois d'août a également vu le départ de Jeremy Kohlitz, volontaire du Peace Corps américain.

Au cours de la période de référence, l'équipe services de l'eau était composée des membres suivants :

Intitulé du poste	Nom	Nationalité	Date de nomination
Coordonnateur des services de l'eau	Tasleem Hasan (a démissionné en décembre 2011)	Fidji	1/08/2009
Coordonnateur des services de l'eau	Kamal Khatri (a débuté en août 2012)	Fidji	1/08/12
Chargé des eaux usées	Rodney Lui	Fidji	18/04/2011
Chargée de projet WASH (approvisionnement en eau, assainissement et hygiène)	Iva Bakaniceva	Fidji	29/09/2008
Adjoint administratif	Arun Chand	Fidji	1/02/2010
Volontaire du Peace Corps américain détaché au projet WASH (a démissionné)	Jeremy Kohlitz	États-Unis d'Amérique	2/03/2011

Les principales réalisations obtenues dans ce domaine pendant la période de référence sont présentées ci-dessous. Sur le plan de l'offre de services, citons notamment l'élaboration, l'approbation et la publication d'une politique sur l'eau/assainissement en milieu rural et des directives connexes pour les Fidji. Ces instruments sont étroitement associés à la planification de la sécurité sanitaire des eaux de consommation aux Fidji. L'approbation au plus haut niveau de la politique traduit manifestement l'engagement du pays de préserver les disponibilités en eau potable en milieu rural.

2.1 Contrôle de la qualité de l'eau

L'objectif de la composante contrôle de la qualité de l'eau est de doter les laboratoires nationaux de capacités pérennes leur permettant de tester la qualité de l'eau (eau de boisson et/ou eaux côtières).

Voici les principales réalisations obtenues pendant la période de référence :

- ❁ Soutien aux Îles Marshall pour l'analyse de la qualité des eaux souterraines à Majuro, au moyen d'échantillonnages et d'analyses dans le réseau d'approvisionnement de la Majuro Water and Sewerage Corporation et de plusieurs forages de contrôle de la qualité à Laura.
- ❁ Collaboration étroite avec le Bureau de l'OMS pour le Pacifique Sud et les interlocuteurs nationaux à Vanuatu afin d'élaborer des normes nationales de qualité de l'eau de boisson. Travail de cadrage aux Îles Cook.
- ❁ Réalisation d'une étude sur l'utilisation et la performance microbiologique des filtres à eau distribués aux Fidji et présentation des conclusions au Ministère de la santé.
- ❁ Promotion et diffusion à l'échelon régional des meilleures pratiques en matière d'analyse de l'eau par le biais du groupe d'étude de la qualité de l'eau dans le Pacifique.

2.2 Plans de sécurité sanitaire de l'eau de boisson

Les plans de sécurité sanitaire de l'eau de boisson (PSSE) procèdent d'une démarche de gestion des risques, garante de la qualité de l'eau de boisson, du captage au consommateur.

La composante PSSE est mise en œuvre en partenariat avec l'OMS. Voici les principales réalisations obtenues au cours de la période de référence :

Franc succès des PSSE aux Fidji

Le Département de l'eau et du réseau d'égouts des Fidji a piloté des consultations sur sa politique relative à l'eau/assainissement en milieu rural, entrée en vigueur en 2012. Le Cadre régional pour l'eau potable et la santé préconise de placer la maîtrise des risques au cœur de toute évaluation de la qualité de l'eau.

Le concept de plan de sécurité sanitaire de l'eau de boisson se matérialise dans l'élaboration des plans de gestion de l'approvisionnement dans les villages. L'objectif est de s'appuyer sur ces plans et les technologies idoines pour s'assurer que les ruraux aient accès à un approvisionnement fiable en eau potable.

✿ Élaboration du projet régional et des demandes de financement relatifs aux plans de sécurité sanitaire de l'eau.

✿ Réalisation d'un guide d'audit des PSSE après des essais sur le terrain.

✿ Assistance apportée aux Fidji pour l'élaboration d'une stratégie nationale en faveur des plans de sécurité sanitaire de l'eau en milieu rural et marin. Module complet de formation au contrôle de la qualité de l'eau organisé aux Tonga pour le renforcement des capacités et la formation.

2.3 Gestion de la demande en eau

La composante gestion de la demande en eau vise à renforcer les capacités des services de l'eau dans les pays en matière de gestion de la demande.

Voici les principales réalisations obtenues au cours de la période de référence :

✿ Étude bibliographique sur l'utilisation rationnelle de l'eau, qui renvoie au programme GIRE.

✿ Contribution technique à la compréhension de la performance des services des eaux dans le Pacifique : analyse comparative en partenariat avec l'Association océanienne pour la gestion de l'eau et des déchets et le Centre consultatif océanien sur l'infrastructure.

2.4 Eau, assainissement et hygiène (WASH)

La composante WASH vise à conseiller les pays membres et à leur apporter des ressources sur l'utilisation de techniques et d'approches adaptées à l'approvisionnement en eau domestique, grâce à des actions de sensibilisation et de promotion et à la démonstration des meilleures pratiques.

Les principales réalisations à signaler sont les suivantes :

✿ Supports d'information et de sensibilisation sur l'initiative WASH diffusés dans la région à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau 2012 et élaboration de supports documentaires sur ce thème, et coordination de la campagne océanienne « Lavons-nous les mains ».

Journée mondiale de l'eau 2012

La Division SOPAC a coordonné les festivités nationales de la Journée mondiale de l'eau aux Fidji ainsi que les activités régionales, et a mis à disposition pour l'occasion des supports de documentation et d'information sur l'Océanie, autour du thème « *Sécurité hydrique et sécurité alimentaire : même combat* ».

Cette image représente l'un des autocollants d'information créés pour la Journée mondiale de l'eau 2012.



- ❁ Coordination de la Coalition WASH Pacifique. La Coalition regroupe des organisations régionales et internationales, des établissements d'enseignement supérieur et des organisations non gouvernementales locales et régionales.
- ❁ Activités pour la Journée mondiale du lavage des mains aux Tonga, à Tuvalu, à Vanuatu et à Niue.
- ❁ Appui technique à l'équipe WASH dans le cadre de la structure de l'Équipe de coordination de l'aide humanitaire dans le Pacifique, dans l'optique de garantir la qualité des interventions dans ce domaine dans des situations d'urgence, comme celles connues aux Fidji avec les inondations de janvier et de mars 2012.

2.5 Eaux usées

Par cette composante eaux usées, le Département entend conseiller les pays membres et leur apporter des ressources sur l'utilisation de techniques et d'approches adaptées en matière d'assainissement, grâce à des actions de sensibilisation et de promotion et à la démonstration des meilleures pratiques. Cette composante est mise en œuvre séparément par un seul agent.

Voici les principales réalisations obtenues :

- ❁ Réalisation d'un inventaire complet des toilettes sèches. Cet outil a été conçu et alimenté pour les besoins du Pacifique, avec le concours des partenaires de la Coalition WASH Pacifique.
- ❁ Aide à l'équipe services de l'eau pour la conception et l'élaboration de demandes de financement.
- ❁ Organisation d'une formation sur le contrôle de la qualité de l'eau et les plans de sécurité sanitaire de l'eau de boisson en milieu communautaire à Tuvalu (formation des formateurs, module national).

2.6 Technologies adaptées

- ❁ Rapport d'évaluation de l'initiative sur les filtres à eau aux Fidji achevé et remis aux autorités du pays ; rapport présenté aux membres de la Coalition WASH Pacifique.
- ❁ Ressources et conseils techniques fournis à la Coalition WASH Pacifique pour l'élaboration de supports de promotion PHAST¹/CLTS² et de l'assainissement à l'intention des pays océaniques.

L'équipe services de l'eau a également pris une part active dans l'élaboration de demandes de financement aux côtés d'autres équipes du Département eau/assainissement, d'autres départements de la Division SOPAC, des pays membres et des partenaires. C'est l'une des préoccupations majeures des départements techniques de la Division SOPAC, dont fait partie le Département eau/assainissement.

3. Gouvernance de l'eau

3.1. Programme de planification de la GIRE

Conformément au calendrier fixé, le 30 juin 2012, le Programme de planification de la gestion intégrée des ressources en eau dans le Pacifique est officiellement arrivé au terme de ses quatre années et demie d'existence. Financé par l'Union européenne, le Programme a permis d'aider 14 pays insulaires océaniques à améliorer leur gouvernance de l'eau en mettant au point une série de cadres et d'outils de GIRE, adaptés au contexte de chaque pays et aux besoins particuliers en gouvernance définis à l'échelon national.

¹ Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement

² Assainissement total piloté par la communauté

Le Programme a notamment permis d'appuyer l'élaboration de politiques, de plans, de stratégies et de lois, et de faciliter la participation et la responsabilisation des parties prenantes ; d'appuyer l'évaluation des besoins en information pour une meilleure compréhension et gestion de ces derniers ; et de soutenir les organismes centraux pour l'eau/assainissement dans leur rôle de coordination nationale. Les pays ont également bénéficié d'une assistance pour élaborer leur *rapport prospectif sur l'eau, l'assainissement et le climat*.

Le Programme a été mis en œuvre parallèlement au Projet GIRE Pacifique du FEM pendant la période concomitante de mise en œuvre (2009-2012). L'équipe du Programme a également cherché à intégrer les enseignements tirés des projets témoins du FEM pour alimenter les procédures nationales de gouvernance de la GIRE et vice versa. Au travers de cette collaboration et d'un cofinancement, les deux programmes ont appuyé conjointement l'élaboration d'une série d'indicateurs régionaux, de stratégies de communication et d'actions de sensibilisation, le renforcement des capacités régionales et nationales, l'échange de connaissances et la coordination des activités conjointes dans tout le Pacifique.

Voici les contributions notables du Programme au cours de la période de référence :

- Soutien au Comité de gestion du bassin de la Nadi pour son évaluation des mécanismes de gouvernance de la GIRE et son analyse institutionnelle.
- Élaboration de la politique nationale sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène de Nauru, approuvée par l'exécutif, et de son plan de mise en œuvre.
- Soutien aux étapes finales de préparation de la loi sur l'eau de Niue.
- Élaboration d'une politique nationale de l'eau pour le compte de Palau, et organisation du second Sommet national de l'eau dans le pays.
- Élaboration de la première politique nationale sur l'eau/assainissement de Tuvalu, et organisation d'un sommet national sur l'eau/assainissement.
- Appui à l'élaboration des rapports prospectifs nationaux sur l'eau, l'assainissement et le climat de Palau, des États fédérés de Micronésie, des Îles Marshall, de Niue, de Tuvalu (en plus des projets de rapports déjà élaborés par les Îles Salomon, Vanuatu, les Îles Cook et Nauru, et du rapport avalisé par le Gouvernement des Tonga).
- Lancement de consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat.
- Participation des pays à une formation en GIRE sanctionnée par un diplôme d'études supérieures reconnu.

Clôture et activités en cours

Si le Programme de planification de la GIRE dans le Pacifique a été officiellement clôturé, un certain nombre d'engagements ont été officialisés avant le terme du Programme afin de permettre l'achèvement de certaines activités nationales et régionales au cours de l'exercice 2012-2013. Parmi ces activités, figurent les suivantes :

- Avancer sur le dossier des consultations régionales sur l'eau/assainissement ;
- Parachever la politique de GIRE et le travail de planification engagé avec les pays qui ont déjà fait des progrès considérables ;
- Apporter une assistance technique spécifique aux Îles Salomon et aux Tonga ;
- Apporter un soutien stratégique au GMFL ;
- Rassembler les supports et enseignements tirés du projet ; et
- Élaborer les rapports nécessaires et faire auditer le projet.

Les fonds nécessaires aux activités susmentionnées ont été intégralement engagés sur les ressources du Programme, avant sa clôture officielle le 30 juin 2012. La Division SOPAC continuera par ailleurs d'appuyer le Centre de ressources de la GIRE dans le Pacifique, site

documentaire en ligne créé dans le cadre du Programme. Il s'agit à l'heure d'aujourd'hui d'un important outil régional de partage des connaissances, qui mérite d'être maintenu en place et même amélioré à l'avenir.

État d'avancement des activités menées à l'échelon national

Le tableau ci-dessous fait la synthèse de l'état d'avancement des activités menées à l'échelon national avec le soutien du Programme, ainsi que des activités que les pays se sont engagés à poursuivre et à achever pendant l'exercice 2012-2013.

Avancement des activités menées à l'échelon national	Activités devant être achevées en 2012-2013
<p>Îles Cook</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au Chargé de la politique nationale de l'eau, octobre 2010-octobre 2011 • Élaboration d'un projet de politique de l'eau • Préparation d'un rapport prospectif national <p>Fidji</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au travail d'élaboration par les pouvoirs publics de cadres stratégiques sur l'eau, notamment un projet de politique nationale sur l'eau/assainissement, une politique d'exploitation et de gestion des eaux souterraines, et une politique et des directives pour l'eau/assainissement en milieu rural • Achèvement de l'analyse institutionnelle et évaluation de la gouvernance de la GIRE dans le bassin de la Nadi (rapports en attente de finalisation) <p>États fédérés de Micronésie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au Chargé de la politique nationale de l'eau, février-décembre 2011 • Élaboration d'un projet de politique nationale de l'eau • Préparation d'un projet de rapport prospectif national • Organisation d'un sommet national de l'eau et participation au cadre sous-régional <p>Kiribati</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'une politique nationale de l'assainissement et de son plan de mise en œuvre • Soutien à l'élaboration de la politique et de son plan de mise en œuvre • Soutien à l'élaboration du programme de Tarawa Sud pour la gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets solides <p>Îles Marshall</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au Chargé de la politique nationale de l'eau, mars 2009-février 2011 • Élaboration d'un projet de politique nationale sur l'eau/assainissement • Préparation d'un projet de rapport prospectif national • Organisation d'un sommet national de l'eau et participation au cadre sous-régional <p>Nauru</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'une politique nationale sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de son plan de mise en œuvre • Préparation d'un rapport prospectif national <p>Niue</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au Chargé de la politique nationale de l'eau, avril 2009-juin 2012 • Élaboration d'une politique nationale de GIRE 	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation de la politique et du mandat du comité national de l'eau • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Élaboration éventuelle d'un rapport prospectif national • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Fin de l'évaluation de la GIRE et mise en œuvre des recommandations par le comité du bassin de la Nadi • Finalisation du rapport prospectif national • Finalisation et approbation de la politique nationale • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Élaboration éventuelle d'un rapport prospectif national • Publication des documents relatifs à la politique nationale • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Finalisation et approbation de la politique nationale • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Approbation officielle du plan de mise en œuvre • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat

Avancement des activités menées à l'échelon national	Activités devant être achevées en 2012-2013
<ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'un rapport prospectif national • Soutien à la finalisation de la loi de 2011 sur l'eau <p>Palau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au Chargé de la politique nationale de l'eau, décembre 2010-juin 2012 • Élaboration d'une politique nationale de l'eau • Préparation d'un rapport prospectif national • Organisation d'un sommet national de l'eau et participation au cadre sous-régional <p>Papouasie-Nouvelle-Guinée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation limitée aux activités de portée régionale <p>Samoa</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un plan d'investissement dans le secteur de l'eau • Élaboration d'une politique nationale d'allocation de l'eau et de son plan de mise en œuvre <p>Îles Salomon</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'un rapport prospectif national • Recrutement d'un consultant pour une mission d'assistance technique à l'appui de l'évaluation de la GIRE et du plan de GIRE <p>Tonga</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au Chargé de la politique nationale de l'eau, mars 2009-octobre 2011 • Préparation du rapport prospectif national avalisé par le gouvernement • Contrat d'assistance technique pour appuyer l'élaboration d'un plan et de procédures pour la mise en œuvre de la loi nationale sur l'eau <p>Tuvalu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'un rapport prospectif national • Organisation d'un Forum national sur l'eau/assainissement • Élaboration d'une politique nationale sur l'eau/assainissement <p>Vanuatu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'un rapport prospectif national • Achèvement de l'évaluation institutionnelle du secteur eau/assainissement et évaluation de la GIRE • Évaluation des mécanismes nationaux de consultation pour la GIRE 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Élaboration éventuelle d'un rapport prospectif national • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Évaluation de la GIRE et élaboration du plan de GIRE (avec assistance technique) • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Finalisation du plan de mise en œuvre et des décrets d'application de la loi nationale sur l'eau (avec assistance technique) • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Aval du gouvernement à la politique nationale de l'eau • Soutien à l'évaluation de la gouvernance des opérations consécutives à la sécheresse de 2011 • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat • Participation du pays aux consultations régionales sur l'eau, l'assainissement et le climat

4. Gestion du Département eau/assainissement

4.1 Coordination de la collaboration régionale et partage des connaissances

Le Département n'a pas ménagé ses efforts pour assurer le partage des connaissances pratiques acquises, l'un des piliers de l'amélioration de la gouvernance de l'eau. Ces connaissances sont mises en ligne sur le site du **Centre de ressources de la GIRE dans le Pacifique**, que le Département s'est employé à renforcer en 2012 et qu'il continuera d'améliorer en 2013.

L'information autour des questions liées à l'eau et à l'assainissement a encore été renforcée au cours de l'année écoulée, grâce à l'important travail qui a été réalisé pour élaborer des supports écrits et audiovisuels, ainsi qu'au travail de collaboration engagé pour élaborer des stratégies de communication adaptées à chaque pays, des supports médiatiques et des documentaires. Ensemble, ces outils continuent de participer de façon essentielle aux efforts déployés par le Département dans la région pour mobiliser les politiques, les médias et les populations.